

## Médecine et dentisterie : Il faut des garanties pour négocier la réorganisation de l'entrée

L'AGL est prête à réfléchir à la réorganisation de l'entrée des études de médecine et de dentisterie la moins pédagogiquement et socialement mauvaise, si elle a la garantie que cette négociation permettra à son issue d'obtenir un numéro INAMI pour tous les étudiants en cours d'étude, une solution pour le financement des places de stage (en particulier pour la double cohorte), la revalorisation de la médecine générale et le comblement durable de la pénurie.

Les déclarations récentes de certains responsables politiques et académiques tendent à fournir comme élément de la solution à la crise des numéros INAMI une réorganisation de l'entrée aux études de médecine et de dentisterie.

L'AGL se déclare prête à discuter de cette réorganisation. Il n'y a là ni tabou, ni dogme. Mais avant de négocier une réorganisation, des engagements politiques et des garanties doivent être donnés aux étudiants.

Les étudiants de dernière année - pour lesquels une solution doit être trouvée d'urgence - sont dans la situation actuellement la plus critique, et derrière eux suivent directement les années ultérieures. Une négociation, quelle qu'elle soit, doit pouvoir fournir une solution à tous les étudiants, et ne pas en abandonner certains sur le côté de la route. C'est la raison pour laquelle les étudiants ne peuvent entrer en négociation sans avoir obtenu l'assurance que celle-ci, si elle aboutit, permettra :

- D'assurer un numéro INAMI pour tous les étudiants actuellement en cursus.
- Un refinancement public adéquat des structures de stage, en particulier pour garantir l'encadrement de la double cohorte.
- La revalorisation de la médecine générale.
- Le comblement durable de la pénurie via une réorganisation de la planification de l'offre médicale, basée sur le cadastre de l'activité médicale.

La proposition reprise dans la presse d'un "lissage négatif", qui consiste à puiser des numéros INAMI dans le prochain contingentement, est une aberration à plusieurs égards. Pour les futurs étudiants, qui se verront sur-sélectionnés de façon arbitraire, et pour les citoyens belges, qui verraient l'offre de soins plus limitée encore, alors qu'une pénurie est d'ores et déjà démontrée.

Nous ne pourrions pas comprendre que certains se voient barrer l'accès aux études par la faute d'une réforme mal pensée et basée sur un rapport de forces idéologique plus que sur une volonté commune d'obtenir des systèmes éducatifs et de soins de santé réellement de qualité pour tous, autant que nous ne pourrions pas comprendre que les étudiants actuellement en étude soient pris en otage par des querelles politiques. L'épée de Damoclès qui pèse au-dessus la tête des étudiants doit être retirée dès maintenant.

La Ministre a, lors de sa première rencontre avec les représentants étudiants francophones, déclaré que le type de réorganisation de l'entrée ne la concernait pas, car c'est bien aux responsables politiques communautaires que ce choix incombe. L'AGL se déclare donc prête à réfléchir à la réorganisation la plus socialement et pédagogiquement valable – ou la moins pire – mais en contrepartie d'une vraie réponse à la problématique qui anime les étudiants. Nous ne pouvons pas accepter de négocier contre quelques dizaines de numéros ou seulement pour la cohorte actuellement en dernière année. Alors qu'une pénurie médicale a déjà été démontrée par les chiffres sortis dans la presse, aucune voix ne devrait aller à l'encontre de l'intérêt de la population belge en général et des étudiants en particulier.

### Contact

Merlin Gevers, *coprésident*

0491/07.47.37 | mgevers@aglouvain.be